

Oxfam réagit à l'affaire des Pandora Papers

Article rédigé par *francetvinfo.fr*, le 05 octobre 2021

Source [*francetvinfo.fr*] De nombreuses personnalités fortunées échappent toujours à l'impôt en ayant recours aux paradis fiscaux, selon le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et ses partenaires.

"C'est choquant, notamment dans la période actuelle" alors qu'"on est en train de sortir d'une crise sanitaire énorme", a réagi Quentin Parrinello, responsable du plaidoyer sur la justice fiscale chez Oxfam France. La [nouvelle enquête](#) du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et ses partenaires, dont la cellule investigation de Radio France, démontre que de nombreuses personnalités fortunées échappent toujours à l'impôt en ayant recours aux paradis fiscaux. Parmi elles, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et le roi Abdallah II de Jordanie.

franceinfo : ces nouvelles révélations vous découragent ?

Quentin Parrinello : Ce n'est malheureusement pas le premier scandale auquel on a affaire puisque, notamment, les journalistes de la ICIJ et les partenaires ont révélé de nombreux scandales fiscaux : les "Panama Papers" et "Paradise Papers". Et à chaque fois, on se retrouve avec une minorité, une élite fortunée qui a recours massivement aux paradis fiscaux pour éviter de payer des impôts et pour blanchir de l'argent. C'est choquant. C'est choquant, notamment dans la période actuelle. On est en train de sortir d'une crise sanitaire énorme, qui a fait exploser les inégalités puisqu'on a ces personnes qui se soustraient à la solidarité nationale et qui évitent de payer des impôts au moment même où on est en train de chercher la manière de payer la facture du coronavirus et où, en France, on est en train de se dire qu'il va falloir réformer l'assurance-chômage, qu'il va falloir réformer les retraites pour aller chercher l'argent. Oui, c'est choquant puisque l'argent il existe. Malheureusement, il est plutôt jusqu'à présent caché dans les paradis fiscaux par les personnes les plus riches.

Les "Panama Papers", c'était en 2016. Vous avez l'impression que rien n'a été fait ?

On a avancé dans le discours. C'est ça, finalement, qui est presque le plus rageant, c'est qu'on a des décideurs politiques qui disent : "Les paradis fiscaux, ce n'est plus possible". Il y en a qui l'ont dit, même bien avant les "Panama Papers". Nicolas Sarkozy avant 2010 disait déjà : "Les paradis fiscaux, c'est fini". Ce discours, il progresse, mais derrière, dans les actes, on est encore extrêmement loin de ce qu'il faudrait faire. On fait des tout petits pas sur la transparence du secret fiscal, mais on est encore très, très loin de ce qu'il faudrait faire. Il faut largement réformer la manière dont les plus riches sont taxés.

Comment faut-il agir ?

Il faut réformer massivement la manière dont on taxe les plus riches. Aujourd'hui, c'est extrêmement facile pour les plus riches de délocaliser dans un paradis fiscal. Ils sont finalement encouragés, y compris par une forme d'idéologie. Quand en France, en 2017, on supprime l'ISF, c'est pour dire : "Sinon, il va y avoir de

l'exil fiscal". Mais on peut lutter contre l'exil fiscal. On peut lutter contre l'évasion fiscale des riches. Il faut déjà accepter de dire que ce n'est pas une fatalité. On peut mettre en place des registres de la fortune, des registres publics des actifs financiers des plus riches pour savoir où sont logés les actifs offshore. Aujourd'hui, les administrations fiscales s'échangent ces informations, mais elles restent extrêmement parcellaires. Elles comptent notamment sur les intermédiaires financiers pour le faire. Or, ce que montre ce scandale, c'est que ces intermédiaires financiers sont au centre de l'ingénierie fiscale. Ils aident les plus riches à échapper à l'impôt. Il faut arrêter de compter sur eux pour transmettre les informations aux autorités fiscales. Il faut simplement demander ce que ça soit rendu public pour aider à avoir une politique fiscale plus juste.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)